

Promouvoir les TIC vertes pour stimuler les investissements et créer des emplois



Promouvoir les TIC vertes pour stimuler les investissements et créer des emplois

Forum TIC 2009 d'UNI europa

28 – 30 octobre 2009

Helsingør, Danemark

Rapport de la conférence

Karin Hirschfeld

id text, Berlin

Décembre 2009

karinhir@t-online.de



Table des Matières

1. Hlocutions d'ouverture

Tove Johansen, Présidente d'UNI europa ICTS
Marie-Louise Knuppert, LO, Directrice du Département international
Yildiz Akdogan, Députée danoise

2. Le cadre politique : protection du climat dans l'UE

Britta Thomsen, Parlement européen
Eleni Dapergola, Commission européenne

3. Rapport d'information : le rôle des TIC dans le changement climatique

Andrew Bibby, journaliste

4. Le statu quo : dans quelle mesure les syndicats sont-ils verts ?

Lorenzo De Santis, UNI
Dennis Pamlin, 21st Century Frontiers

5. Initiatives en matière de protection du climat : compte-rendu des pratiques

Sarah Pearce, Fédération des syndicats britanniques (TUC)
Peter Skyte, Unite
Andrew Cassy, Connect/ British Telecom

6. Innovation technique – champ d'action pour les syndicats

Bjarke Fønnesbech, Société danoise des ingénieurs
Mikkel Hammer Nonboe, PROSA
Anna Pramborg, TCO Development

7. Employeur vert ? Stratégies des entreprises pour la durabilité

Luis Neves, Global eSustainability Initiative/ Deutsche Telekom
Lineke Sneller, Association néerlandaise d'informatique (Ngi)
Clementina Marinoni & Eugenio Capra, Fondazione Politecnico di Milano

8. S'engager en terre inconnue : discussion et groupes de travail

9. Un New Deal vert : mesures à prendre

Résolution & plan d'action
Allocution de clôture

Promouvoir les TIC vertes

pour stimuler les investissements et créer des emplois

Introduction

« Être ou ne pas être ? » - Helsingør, où Shakespeare a situé sa pièce Hamlet, est un lieu propice aux questions existentielles, même aujourd'hui. À un jet de pierre du château de Kronborg, le Forum des TIC 2009 d'UNI europa s'est penché sur l'avenir de l'écosystème de notre planète. 91 délégués de 17 pays européens ont débattu ensemble du rôle que joue le secteur des technologies de l'information et de la communication dans le changement climatique et des éventuelles possibilités de contrer les menaces qui pèsent sur l'avenir. La nécessité d'une action ferme n'est quasi plus contestée. Pour les syndicats se pose dès lors la question de déterminer comment se montrer à la hauteur de leur responsabilité sociétale et assumer un rôle moteur dans la protection du climat.

À cet égard, le secteur des TIC recèle un énorme potentiel. En effet, outre leurs effets propres sur l'environnement, les technologies de l'information et de la communication jouent un rôle clé dans presque tous les autres secteurs : les solutions qu'elles peuvent apporter peuvent contribuer, dans toute une série de domaines, à améliorer l'efficacité énergétique et à réduire les émissions. Ce faisant, elles peuvent aussi ouvrir des perspectives de création de nouveaux emplois « verts ». Tout d'abord, les syndicats se retrouvent face à la mission de renforcer les forces novatrices : ce n'est pas pour rien qu'ils disposent d'un riche savoir-faire technologique dans leurs propres rangs. Ensuite, il leur est demandé de participer activement à la conception des

processus d'adaptation nécessaires et de garantir les normes sociales.

Ce n'est certes pas un hasard si le forum des TIC s'est réuni à proximité de la capitale danoise : en décembre 2009, des représentants de 193 États se sont réunis à Copenhague pour le sommet mondial de l'ONU sur le climat, afin de négocier, à la suite du protocole de Kyoto, une limitation des émissions de gaz à effet de serre. Selon la conférence mondiale sur le climat, les températures ne peuvent augmenter de plus de deux degrés par rapport à l'ère pré-industrielle. Même avec un tel objectif, les inondations, les sécheresses et la poursuite de la perte d'espèces ne pourront qu'être endiguées et non stoppées complètement. Déjà maintenant, des pays, principalement dans l'hémisphère sud, souffrent d'une succession de catastrophes naturelles et les premières îles risquent de disparaître sous la surface de l'océan. Tous les acteurs concernés sont invités à agir vite.

« La situation est très claire : aucun employeur ne peut réaliser de bénéfices sur une planète morte et aucun travailleur ne peut tirer profit d'appartenir à une population empoisonnée »

Peter Skyte, Unite (Grande-Bretagne)

1. Allocutions d'ouverture

Selon Tove Johansen, Présidente d'UNI europa ICTS¹, les thèmes environnementaux doivent figurer en bonne place au programme des syndicats : « Nous nous préoccupons de l'environnement et de l'avenir de nos enfants et nous voulons des emplois sûrs pour nos membres ». Les syndicats sont invités à mobiliser leur pouvoir de négociation pour limiter les effets du secteur des TIC sur l'environnement et pour exploiter le potentiel de ce secteur. En effet, les technologies de l'information et de la communication sont un des instruments les plus efficaces pour combattre le réchauffement et elles peuvent mettre à disposition des outils capables de participer à la lutte contre la pollution de l'environnement, notamment des instruments intelligents de mesure et de contrôle.

Le changement climatique nous touche tous, membres des syndicats y compris, a souligné **Marie-Louise Knuppert, du syndicat danois LO**. Si une reconversion verte de l'économie s'impose, la protection du climat ne sera pas nécessairement favorable sur le plan social car nombre d'emplois en feront les frais. « Dès lors, il nous incombe de veiller à ce que la mutation se fasse sur un mode social ». Pour intégrer une dimension sociale dans les politiques en faveur du climat, il faut une collaboration intensive des syndicats, notamment sur le plan des questions de qualifications.

Akdogan Yildiz, députée social-démocrate au parlement danois, a réclamé une action concertée en faveur de la protection de l'environnement. « Nous voulons, dit-elle, que tous les acteurs concernés apportent leur contribution ». Elle

considère que le développement de la recherche, une large politique d'information et une sensibilisation du grand public sont les piliers essentiels d'un développement respectueux du climat. Dans chaque entreprise, des délégués à l'environnement devraient être désignés et acquérir le statut de cellule d'aide permanente. Ces délégués pourraient aussi encourager les collaborateurs à adopter des modifications de comportement très simples. Les ordinateurs qui tournent la nuit, par exemple, sont de gros consommateurs d'énergie : « Pousser sur un bouton est un petit geste aux grands effets ».

1. En septembre 2009, les secteurs IBITS (Industry, Business and IT Services) et Télécoms d'UNI europa, jadis organisés séparément, ont été fusionnés en un nouveau secteur ICTS (Information and Communication Technology and Services).

2. Le cadre politique : protection du climat dans l'UE

En matière de politique internationale du climat, l'Union européenne fait figure de pionnier. En 2008, les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% d'ici 2020 (par rapport au niveau de 1990). Dans le même temps, la part des énergies renouvelables (actuellement d'environ 8,5%) et l'efficacité énergétique devraient augmenter chacune de 20%. À cet égard, la Commission européenne considère que le secteur des TIC a une responsabilité particulière : dans une recommandation de 2009, elle appelle le secteur des TIC à se fixer des objectifs d'émission stricts et mesurables et à investir dans des technologies intelligentes afin d'ouvrir la voie à une économie à haut rendement énergétique et à faible taux d'émission de carbone.

« L'UE veut jouer un rôle de pionnier au niveau mondial en ce qui concerne la protection du climat », dit **Britta Thomsen, eurodéputée membre de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie**. Pour réaliser cet objectif 20-20-20, l'UE prépare des règlements sur l'efficacité énergétique et sur les économies d'énergie. À cet égard, un aspect particulièrement important est la consommation énergétique des bâtiments. Celle-ci revêt une importance non seulement écologique mais aussi sociale : « Dans beaucoup de pays d'Europe orientale, la population consacre en hiver la moitié de ses revenus au chauffage ». Dès lors, Thomsen estime que les technologies « intelligentes » recèlent un énorme potentiel car elles permettent de rendre la consommation transparente et de pratiquer un contrôle efficient. Ce thème revêt un intérêt capital pour les syndicats car il permettra de créer de nom-

breux emplois nouveaux. Thomsen estime nécessaire de renforcer les investissements dans la recherche sur les technologies liées à l'énergie. « Je suis convaincue, dit-elle, que, dans un avenir proche, nous pourrions observer toute une série d'innovations. » Elle appelle en outre à associer les connaissances et la créativité des travailleurs à cet effort. Le projet du syndicat danois LO, « Innovation générée par les travailleurs » offre un exemple positif.

Eleni Dapergola, de la Direction générale Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances de la Commission européenne, a souligné, quant à elle, que la focalisation des entreprises de TIC sur la protection du climat recelait un important potentiel de croissance. « La crise économique et le changement climatique ne devraient pas être vus comme des thèmes distincts. » Il est toutefois important de veiller à accorder une attention accrue à la dimension sociale du changement. En effet, « les restructurations ont un prix, même si elles sont pertinentes à long terme : dans bien des secteurs, ce seront d'abord des pertes d'emplois que l'on observera. » Les plus durement touchés seront sans doute ceux qui ne satisfont tout simplement pas aux nouvelles exigences. « Nous devons éviter qu'apparaissent des lacunes entre les compétences requises et les compétences réelles des gens. » Dans son initiative « Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux », la Commission européenne brosse un panorama des profils de compétences auxquels il faut s'attendre à l'avenir. Elle entend ainsi faciliter l'anticipation des nouveaux besoins.

3. Rapport d'information : le rôle des TIC dans le changement climatique

Depuis le début de la crise financière, il est de plus en plus souvent question d'échec du marché mais « le changement climatique est de loin le plus grand échec du marché », dit le journaliste **Andrew Bibby**, qui a présenté **son rapport d'information sur le thème des « TIC vertes »**.

Tout d'abord, le secteur des TIC apparaît comme un élément pas si négligeable que cela du problème : « Le secteur des TIC est à la fois vorace et gaspilleur. » Entre 2002 et 2007, ses émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 56%, pour atteindre un niveau similaire à celui de l'aéronautique. Dans l'ensemble, le secteur des TIC contribue pour environ 2% aux émissions mondiales concernées, les 98% restants étant causés par d'autres secteurs. « Deux pour cent – cela paraît de prime abord peu mais cela représente une belle quantité de dioxyde de carbone. » Si l'on ne rectifie pas résolument le cap, les émissions devraient presque doubler d'ici 2020 (pour passer des 0,83 milliard de tonnes actuelles à 1,43 milliard de tonnes d'équivalents- CO_2^2). Or, les émissions ne représentent qu'une partie de l'héritage dangereux que laisse le secteur des TIC. Outre les gaz à effet de serre, les matériaux toxiques (tels que les batteries au cadmium et au mercure) ainsi que la forte consommation d'eau et de métaux relèvent aussi des effets écologiques négatifs. Un bilan écologique doit en outre toujours tenir compte du cycle de vie complet des produits : consommation d'énergie et pollution de l'environnement ne se produisent pas uniquement durant la phase d'utilisation de biens mais aussi en grande partie

pendant l'extraction des matières premières et dans les phases de production ou d'élimination.

Jusqu'à présent, les initiatives « vertes » tiennent majoritairement compte des conséquences environnementales intrinsèques du secteur des TIC. Au rang de ces initiatives, on peut citer les efforts pour réduire la consommation énergétique des appareils ou pour améliorer le taux de recyclage. Les centres de traitement des données constituent aussi un élément important auquel il faut s'attaquer. Ils sont déjà aujourd'hui responsables de 1,5% de la consommation énergétique des États-Unis et devraient se multiplier à l'avenir. Des concepts verts pour les centres de calcul, s'appuyant par exemple sur la virtualisation, offrent non seulement un champ d'action pour la protection du climat mais aussi des perspectives attrayantes d'activité économique.

Néanmoins, le secteur des TIC recèle un effet de levier écologique encore bien plus important lorsqu'il s'agit de rendre les autres secteurs plus respectueux de l'environnement. Ces autres secteurs sont, après tout, à l'origine de 98% des émissions mondiales. « Les technologies de l'information et de la communication peuvent assumer un rôle de premier plan en matière de protection du climat. » À cet égard, les domaines d'action importants sont la production d'énergie, les systèmes de transport et les bâtiments car ce sont ces secteurs qui sont responsables d'une grande partie de la pollution de l'air. Les TIC pourraient ainsi faire œuvre de pionnier pour améliorer la protection du climat dans l'ensemble de l'économie et de la société. Elles offrent, en particulier, une série de technologies « intelligentes » qui permettent de réaliser transparence et contrôle efficace, depuis les systèmes intelligents de gestion du trafic qui préviennent

2. L'équivalent- CO_2 convertit l'effet des émissions de gaz à effet de

les files jusqu'à la construction de bâtiments à faible consommation d'énergie. Des « réseaux électriques intelligents » – précisément par l'intégration d'énergies renouvelables – devraient améliorer l'efficacité de la distribution de l'énergie. De plus, des outils de mesure intelligents pour les clients finaux permettent de contrôler et de réduire la consommation individuelle. Par ailleurs, les technologies de l'information et de la communication peuvent contribuer à réduire le besoin de mobilité physique, notamment via les vidéoconférences ou le télétravail.

Dans le cadre d'approches durables, il est important d'inclure la chaîne complète des processus. Il arrive que les pays industrialisés occidentaux évacuent au loin leurs problèmes environnementaux, notamment dans le cadre de l'élimination de leurs déchets d'équipements électriques, qui a lieu dans des régions en développement, souvent dans des conditions déplorable.

Bibby a par ailleurs attiré l'attention sur un risque indésirable – et certes souvent sous-estimé – des stratégies en faveur de technologies vertes. Dans le domaine des TIC, les cycles de fonctionnement des innovations technologiques sont complexes. « Se pose ainsi le risque que les émissions augmentent même si nous améliorons notre efficacité énergétique ». Cet effet, que le WWF a qualifié de « risque d'emballement des émissions de CO₂ », s'observe, par exemple, lorsque des améliorations de l'efficacité stimulent la demande. C'est ainsi que la baisse des coûts des télécommunications a provoqué une hausse exponentielle des taux d'utilisation. « Nous devons avoir conscience de ces risques », dit Bibby.

Pour les syndicats, le besoin de stratégies basées sur les TIC vertes ouvre un nou-

veau domaine d'action, tant pour le dialogue et les négociations avec les employeurs que pour les campagnes et le recrutement. Le thème de la durabilité suscite précisément une réaction positive chez les jeunes : « Ce thème pourrait attirer dans le giron syndical une nouvelle génération de personnes qui s'engagent avec passion en faveur de la protection de l'environnement ».

Interview de **Gerhard Rohde**, chef de département d'UNI europa ICTS, au sujet du contexte du Forum des TIC 2009.

Le Forum des TIC se réunit en un lieu et à un moment proches du sommet mondial de l'ONU sur le climat, qui se tiendra en décembre à Copenhague. Les syndicats veulent-ils ainsi donner un signal ?

Nous avons délibérément choisi ce lieu pour notre réunion. Nous voulons souligner à quel point ce thème est important du point de vue syndical et appeler les acteurs politiques à s'engager en faveur d'objectifs ambitieux et de plans d'action concrets pour la protection du climat. En choisissant pour thème du Forum les « TIC vertes », nous voulons montrer qu'il ne s'agit pas uniquement de prévenir un mal mais que les technologies vertes ouvrent aussi des perspectives de relance économique durable.

Quasi tout le monde parle de durabilité aujourd'hui. Pourquoi les syndicats reprennent-ils aujourd'hui ce thème dans leur programme ?

Nul ne peut livrer un travail sensé dans un monde qui court à la catastrophe climatique. Lorsque les chiffres ont révélé que le secteur des TIC génère environ 2% des émissions de gaz à effet de serre et était en mesure d'exercer une nette influence sur les 98% restants, nous avons clairement compris que le secteur des TIC portait en lui une énorme force de levier en matière environnementale s'il s'engageait sur la bonne voie. En tant que syndicats,

nous estimons qu'il est de notre responsabilité de proposer des solutions durables.

Comment les syndicats souhaitent-ils intégrer le thème de la protection de l'environnement dans le quotidien des entreprises ?

Tout d'abord, nous devons expliquer. Je ne pense pas que tous soient conscients des conséquences de leurs actes. Souvent, il s'agit de choses très simples, comme éteindre un ordinateur pendant la nuit ou remplacer des voyages par les télécommunications. Mais vous devez assurément aller un pas plus loin. Les syndicats concrétiseront réellement leur potentiel d'action si, par le biais de conventions collectives, nous parvenons à intervenir dans la politique des entreprises. Nous pouvons à cet égard aborder des questions telles que les compétences durables, la politique de voyages ou l'utilisation des technologies.

Le thème de la durabilité pourrait-il faire gagner aux syndicats de nouveaux groupes de membres ?

Je pense que les jeunes accordent à ce thème une grande valeur. Après tout, ils devront vivre encore longtemps dans ce monde. Quant à savoir si nous réussirons à les passionner pour les syndicats, cela dépendra de notre degré de crédibilité. En fin de compte, nous laissons nous-mêmes une empreinte écologique, en particulier en tant qu'organisation internationale. Nous devons montrer le bon exemple et mettre en pratique nous-mêmes ce que nous demandons aux autres.

Existe-t-il des exemples positifs dans les entreprises ?

Beaucoup d'entreprises s'engagent en faveur de la protection de l'environnement et les technologies vertes constituent un marché intéressant. Nous devons toutefois veiller à ce que cet élan génère des solutions solides à long terme et à ce que la durabilité soit plus qu'un intérêt de pure forme, propre à redorer une image.

4. Le statu quo : dans quelle mesure les syndicats sont-ils verts ?

Comment les membres des syndicats se sont-ils positionnés jusqu'à présent par rapport au thème de la durabilité ? **Lorenzo De Santis**, d'UNI, a présenté les **résultats d'une enquête en ligne** sur le site Internet d'UNI. Cette enquête portait sur les attentes et les appréciations concernant le thème des « TIC vertes » ainsi que sur les expériences des syndiqués à ce jour. 42 personnes de 17 pays ont rempli le questionnaire électronique. Cet échantillon n'est certes pas représentatif mais suffit pour établir des évaluations prudentes de tendances. Interrogée sur les approches écologiques du secteur des TIC, la grande majorité estime que les efforts réalisés à ce jour sont insuffisants. Or, pensent 90% des répondants, les TIC vertes pourraient créer de nouveaux emplois. « Cette évaluation, dit De Santis, rejoint tout à fait les projections de l'UE, qui prévoient que les technologies vertes créeront des milliers d'emplois. » Les répondants évaluent de façon tout aussi positive les effets sur le marché de l'emploi dans d'autres secteurs économiques.

En ce qui concerne les politiques vertes au sein même des syndicats, l'enquête révèle un net retard à combler. Au sujet des politiques de protection de l'environnement de leur syndicat, seuls 6 répondants sur 42 étaient au courant de l'existence d'un programme écrit. Douze personnes ont déclaré qu'il n'existait rien de semblable. Les autres ont signalé l'existence de principes généraux. Un potentiel d'amélioration similaire existe au niveau des conventions relatives à l'environnement dans les entreprises. En effet, seuls sept répondants ont pu signaler l'existence de conventions de ce type. Rares sont les entreprises qui comptent un représentant des travailleurs

chargé des questions environnementales. « Dans ce domaine, il reste encore beaucoup à faire. »

Dans l'ensemble, cette enquête révèle que la plupart des répondants sont très ouverts aux concepts verts et attendent des effets positifs sur l'emploi. Dans la pratique, toutefois, les approches concrètes restent rares. Souvent les personnes ne savent même pas si leur syndicat ou leur employeur applique des stratégies axées sur la durabilité.

Dennis Pamlin, qui collabore notamment avec le WWF en tant que conseiller politique, a réclamé **un engagement passionné des syndicats en faveur de la protection de l'environnement**. « Dans le débat sur le climat, les syndicats se limitent trop à parer au plus pressé, sans prendre l'initiative – j'espère que cela va changer. » Ce sont précisément les syndicats qui sont invités à identifier les projets orientés sur l'avenir et à se mobiliser pour des solutions durables. Si les syndicats, forts du savoir cumulé de leurs membres, passaient à l'offensive au lieu de se contenter de réagir aux évolutions (technologiques), ils pourraient devenir « une partie d'un grand œuvre axé sur l'avenir ».

Qu'il s'agisse de consommation d'eau ou de papier, de type d'engrais ou d'utilisation de combustibles fossiles, de nombreuses courbes de croissance exponentielle caractérisent déjà les cent dernières années. « Nous prenons à la planète plus que ce qu'elle peut donner. Serons-nous suffisamment intelligents pour arrêter ce processus ou faudra-t-il que la planète le fasse ? » Le risque d'effondrement de l'environnement s'aggrave d'autant plus que des économies émergentes telles que la Chine et l'Inde

veulent suivre le modèle occidental de production et de consommation. Or, d'ici 2030, le monde risque de devoir pourvoir aux besoins d'une population de 8 milliards d'individus.

Il est dès lors impératif de trouver des solutions intelligentes tenant compte de l'ensemble du globe. Pour ce faire, il faut des concepts révolutionnaires, dit Pamlin, qui balaie du revers de la main les objectifs de réduction modestes et la politique des petits pas en matière de changement : « Nous n'avons pas besoin de voitures qui soient juste un peu moins polluantes. » Il faut se concentrer sur des améliorations radicales : par exemple, une réduction de 90% des émissions. À cette fin, il faut quitter les sentiers battus et s'engager sur le terrain d'objectifs plus ambitieux. Ainsi, les bâtiments, qui contribuent tout de même à hauteur de 40% à l'ensemble des émissions de CO₂, pourraient réaliser un objectif d'« émission nulle » et passer du statut de consommateurs à celui de producteurs d'énergies renouvelables.

Pamlin voit dans les multiples applications des TIC une base importante d'innovations vertes. L'importance capitale des TIC se traduit non seulement dans les « bâtiments intelligents » ou les « réseaux énergétiques intelligents » mais aussi dans les voitures électriques, telles que la Tesla : les performances de ces voitures reposent en grande partie sur les contributions d'experts en TI. Pamlin considère les approches de la connectivité, de la miniaturisation et de la « augmented reality »³ comme des domaines importants dont les syndicats devraient étudier les possibilités. C'est ainsi que des « applications intelligentes » (« objets intelligents » auxquels

3. On entend par « augmented reality » l'élargissement des perceptions des sens obtenu par le recours aux TI. Il existe une multitude d'applications de ce type, notamment la fourniture d'informations supplémentaires sur un objet ou des niveaux cachés rendus visibles

sont intégrées des TI) permettent d'obtenir une transparence sans précédent des produits sur la totalité de leur cycle de vie – depuis la fabrication jusqu'à l'élimination – et, ce faisant, renforcent le concept de cycles durables (« cradle to cradle »⁴). Cependant, Pamlin passe sous silence les risques sociaux liés à la vaste informatisation et aux questions de protection des données.

Pamlin réclame une orientation réellement mondiale pour les concepts verts : la protection de l'environnement ne peut pas servir à assurer un bien-être durable uniquement pour les pays occidentaux. Il est tout aussi important d'aller à la rencontre des économies émergentes d'Asie, sur pied d'égalité. À cette fin, comme le débat au Forum des TIC l'a souligné, il faut mettre en valeur, la défense des droits de l'homme et le droit à des syndicats libres dans le monde entier et, en particulier, en Chine.

5. Initiatives en matière de protection du climat : compte-rendu des pratiques

Jusqu'à présent, les syndicats n'ont pas encore été globalement actifs en matière de changement climatique. Néanmoins, il existe des approches très prometteuses par lesquelles ils abordent le thème de l'environnement avec les employeurs, les membres et les employés.

Sarah Pearce a fait rapport sur les **activités de la Confédération des syndicats britanniques « Trade Union Congress » (TUC)**. Depuis 2005, la protection du climat occupe une place permanente au programme du TUC. Le besoin est là car, malgré les objectifs de protection du climat rendus contraignants par la loi, en Grande-Bretagne, « il existe à ce jour un fossé entre la politique et la pratique : beaucoup d'employeurs ont négligé les actions concrètes ». Même là où il existe des programmes environnementaux, il manque des informations à ce sujet. Par le biais de son projet « Lieux de travail verts », le TUC veut renforcer l'influence des syndicats et la participation des employés aux thèmes de la protection du climat sur les lieux de travail.

Il existe des projets chez toute une série d'employeurs dans les secteurs les plus divers, notamment l'énergie, la santé, l'administration publique et la formation. La transmission des compétences en constitue un élément central : jusqu'à présent seuls quelques rares représentants syndicaux ont suivi une formation à ce sujet. Or, outre les connaissances techniques sur les questions touchant au climat, il est aussi important de disposer de compétences en matière de communication. « On doit apprendre à convaincre les autres et à se retrouver confronté à des doutes ou à de l'indifférence. »

4. Le concept « cradle to cradle » englobe les produits dont les pièces détachées circulent dans les cycles d'alimentation biologique et technique. Ainsi, idéalement, plus aucun déchet néfaste pour l'environnement n'est produit : comme dans la nature, chaque « déchet » devient « l'aliment » d'un nouveau cycle.

Le projet « Lieux de travail verts » englobe une large palette d'activités, depuis des enquêtes jusqu'à des visites de sites d'approvisionnement en énergie. Les « Open days » offrent à des experts externes la possibilité de faire des exposés sur les thèmes environnementaux dans les entreprises. Les employés montrent un grand intérêt pour ces activités. Les offres de formations du projet « Lieux de travail verts » sont également axées sur les entreprises et sont aussi ouvertes aux non-membres. Au nombre des participants, on retrouve des collaborateurs de tous les échelons de la hiérarchie. Ainsi, ces formations ne débouchent pas uniquement sur de nouveaux concepts en matière énergétique (par exemple, éteindre la calculatrice non utilisée ou produire l'eau chaude avec de l'énergie solaire). Elles contribuent aussi à améliorer le climat entre direction et syndicats : « Ces projets lèvent les barrières » car la collaboration sur les questions environnementales est vue comme un domaine commun positif. Ainsi, les syndicats réussissent à intéresser aussi des employés jadis rebutés par les approches syndicales traditionnelles, plutôt axées sur la confrontation.

Peter Skyte, du syndicat britannique Unite, a expliqué comment **le changement climatique pouvait être érigé en thème pour la représentation collective des intérêts**. La pression exercée sur les entreprises pour qu'elles réduisent leur empreinte carbone s'accroît, par le biais à la fois de la réglementation politique et des coûts de l'énergie, qui devraient continuer à monter à l'avenir. Les employeurs prennent de plus en plus conscience qu'il leur faut agir : « Souvent, cela coûte plus cher de ne rien faire que d'entreprendre quelque chose. »

Bien que les concepts écologiques promettent la création de nouveaux emplois, il faut s'attendre tout d'abord à un impact considérable sur les emplois existants : « Toute transformation a son prix ». Ainsi, la fusion de centres de traitement de données, qu'une entreprise peut activer au nom de la protection du climat, va parfois de pair avec d'énormes pertes d'emplois. Dès lors, une des missions cruciales des syndicats est de surmonter les changements et de protéger les travailleurs.

Les conventions collectives liées à l'environnement sont un important instrument d'organisation des syndicats en matière de protection du climat. De tels accords devraient comporter des objectifs clairs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et une description univoque des responsabilités. De plus, ils devraient prévoir l'élection de représentants des travailleurs pour les questions environnementales et préciser les droits de ces représentants ainsi qu'un budget temps. La participation des travailleurs constitue un élément important car « la base sait mieux que quiconque ce qui se passe dans l'organisation. » De plus, les accords relatifs à l'environnement devraient être liés à des structures et réglementations existantes de défense des intérêts.

Pour rendre les lieux de travail plus verts, Unite établit une série d'autres recommandations. Le point de départ de toute politique climatique efficace est tout d'abord l'existence d'informations détaillées. « L'organisation comprend-elle et explique-t-elle son empreinte carbone ? ». Jusqu'à présent, beaucoup de membres et de travailleurs ne savent pas si leur employeur a un programme environnemental.

Un point d'approche plus important est aussi une refonte de la mobilité liée au travail. En effet, environ la moitié de la consommation d'énergie liée au lieu de travail est à attribuer au trafic de et vers le lieu de travail et cette tendance ne fait que s'accroître. Le covoiturage ou des aménagements pour les cyclistes, tout comme le télétravail (volontaire), ouvrent des perspectives de réduction de la mobilité physique.

Comme les écobilans et le respect des normes sociales ne sont calculables que sur l'ensemble du cycle d'un produit, Skyte demande que les représentants syndicaux y soient associés tout au long de la chaîne d'approvisionnement, également par-delà les frontières.

Pour introduire des incitations positives également sur le plan financier, il faudrait ancrer les objectifs liés à l'environnement dans l'évaluation des performances des directeurs en vue du calcul de leurs primes. Par ailleurs, le secteur public est invité à ne s'approvisionner qu'auprès de fournisseurs qui respectent les normes environnementales et sociales.

Andrew Cassy, du syndicat britannique Connect, a donné sa vision de ce que pourrait être un **trafic de et vers le travail plus respectueux du climat**. M. Cassy est responsable des déplacements du BT Adastral Park, situé dans le sud-est de l'Angleterre. Environ 4.000 personnes y travaillent, principalement des employés de British Telecom. Grâce à la mise au point d'un plan de déplacements, des « voies plus vertes » ont été proposées pour se rendre au travail. Ce plan devrait permettre de réduire l'empreinte carbone de British Telecom et entend aussi explicitement améliorer la santé et le bien-être des em-

ployés. La mise en œuvre de ce programme a débuté en juin 2008. British Telecom a repéré Cassy dans le cadre d'une journée d'action en faveur de l'environnement organisée par Connect. Depuis, Cassy s'occupe à temps plein du thème de la durabilité.

6. Il couvre toute la palette des possibilités pour se rendre au travail, que ce soit à pied, à vélo, en voiture ou en bus. Un des principaux objectifs consiste à réduire le nombre de trajets de véhicules ne transportant qu'une seule personne. « Beaucoup arrivent seuls en voiture, et là réside encore un énorme potentiel. » Pour rendre d'autres formes de déplacement plus attractives, diverses possibilités sont offertes. Ainsi, un kiosque et le site Internet « Grass Routes » offrent des informations actualisées sur le trafic. Il existe des aires de stationnement spéciales pour le covoiturage, des stations de recharge pour les voitures électriques et une navette de bus gratuite vers la gare. Les collaborateurs qui viennent à pied ou à vélo ont à leur disposition des casiers, des douches et un séchoir, de sorte que, par temps pluvieux, personne ne doive renoncer à un trajet pauvre en émissions. « Il existe quantité de choses que l'on peut faire sans dépenser beaucoup d'argent. »

Au nombre des objectifs figure aussi la nécessité de réduire les voyages d'affaires, notamment via les télé- et vidéoconférences. Il devrait aussi exister plus d'options concernant le lieu de travail, y compris une application souple du travail à domicile : « Il nous faut révolutionner le concept de bureau. »

On enregistre avec précision les modifications de comportement des collaborateurs en matière de mobilité. Après un an, le responsable des déplacements peut

présenter des résultats mesurables. Ainsi, le nombre d'automobilistes voyageant seuls a diminué de 5% et plus de personnes se partagent une voiture. Le recours au vélo pour se rendre au travail a aussi augmenté. Dans l'ensemble, la nouvelle gestion des déplacements a déjà contribué à réduire de 10% les émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, il reste, selon Cassy, beaucoup à faire. En fin de compte, ce sont des modifications de comportement fondamentales à long terme qui sont requises.

6. Innovation technique – champ d'action pour les syndicats

Quand il s'agit de solutions technologiques pour la protection de l'environnement, les syndicats sont à la source : ils comptent dans leurs rangs de nombreux experts en technologies de pointe. Plusieurs exemples prouvent le potentiel novateur que recèlent les syndicats. Pour le concrétiser, il suffit de réussir à rassembler l'engagement et les connaissances du personnel qualifié.

Bjarke Fønnesbech, de la Société danoise des ingénieurs (IDA) a fait rapport sur le **projet international « Future Climate »**. Lancé en septembre 2008, ce projet a rassemblé le savoir-faire d'ingénieurs de nombreux pays. L'objectif était d'élaborer des plans nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans ce cadre, les participants ont recherché des solutions à la fois durables, techniquement réalisables et économiquement pertinentes. Y ont pris part 13 associations professionnelles et syndicats de plusieurs pays européens ainsi que d'Inde, des États-Unis, d'Australie et du Japon.

En septembre 2009, chaque association d'ingénieurs a présenté un plan climat national et a remis ce plan au représentant du pays concerné. « Ces plans montrent qu'il est possible de réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en stimulant la croissance économique. » L'approche cible en priorité les économies d'énergie : « Le monde gaspille l'énergie. L'efficacité énergétique est la voie la plus simple, la plus intelligente et la plus rentable pour parvenir à réduire de manière substantielle les émissions de gaz à effet de serre. »

Le plan climat de l'équipe danoise comporte une réduction de 90% des émissions au Danemark d'ici 2050, ce qui permettrait de couvrir l'ensemble des besoins énergétiques grâce à des énergies renouvelables

(énergies éolienne, solaire, hydraulique ainsi que biomasse et géothermie). Si on utilise des énergies renouvelables, il est indispensable d'investir dans des réseaux électriques intelligents. Ce n'est qu'ainsi que, vu les fluctuations naturelles des intrants, l'on pourra parvenir à un équilibre entre, d'une part, la quantité et le prix de l'énergie et, d'autre part, le moment de la consommation. Ce scénario climatique ouvre des perspectives économiques positives : « La conversion du plan climat pourrait, rien que dans le secteur de l'énergie, créer 30.000 emplois au Danemark. »

Fonnesbech se déclare dès lors optimiste : « Nous pouvons arrêter le changement climatique ; nous avons les technologies pour le faire. » L'engagement des associations d'ingénieurs se heurte toutefois à l'acceptation des plans : « Les plans reposent sur la connaissance de nos membres. Cela leur donne plus de crédibilité que le travail d'entreprises de consultance. » L'approche consistant à mobiliser la connaissance des membres et à s'engager dans une direction commune, semble très prometteuse. Il est prévu de poursuivre ce projet et de l'élargir à d'autres pays.

Mikkel Hammer Nonboe, du syndicat danois PROSA, a présenté **l'engagement des professionnels des TI et de leur syndicat en faveur de l'environnement**.

« Nous voulons mettre nos compétences d'experts des TI au service de la protection du climat. » Pour ce faire, il faudrait élaborer de nouveaux modes de production, de transport et de commerce. D'après un sondage, une large majorité des membres soutiennent les activités de leur syndicat en matière de changement climatique.

PROSA a lancé un concours sur l'Internet pour solliciter auprès de ses membres des idées en matière de protection de l'environnement.

Le syndicat soutient la concrétisation de propositions prometteuses. En effet, les idées créatives ne manquent généralement pas ; c'est au niveau de la réalisation que le bât blesse. C'est ainsi qu'un expert en TI a élaboré un guide en ligne sur les produits qui facilite des décisions d'achat respectueuses de l'environnement. Pour donner un coup de pouce à cette solution interactive prometteuse, PROSA a participé à la recherche d'un financement. Un autre projet, qui contourne le mode hibernation, gros consommateur d'énergie, de Microsoft a aussi été soutenu car « beaucoup de bonnes idées ne sortent jamais de la salle du serveur ».

PROSA sera aussi présent pendant le sommet sur le climat de Copenhague. Au forum alternatif sur le climat, il présentera un exposé sur un mode de consommation respectueux de l'environnement et lancera un débat sur le rôle des syndicats face au changement climatique. PROSA est convaincu de la nécessité, pour un syndicat, de se mobiliser en faveur de la protection de l'environnement. Des accords ambitieux et contraignants sur la protection du climat sont attendus du monde politique : « C'est le dernier appel à l'action – il n'y a pas de plan B ! ».

Anna Pramborg, de TCO Development, a montré comment **les syndicats peuvent stimuler les innovations et les décisions d'achat écologiques**. L'histoire du label TCO, une certification de la bureautique reconnue au niveau international, remonte aux années 1980. Lorsque le nombre d'employés travaillant à l'ordinateur a augmenté, les plaintes concernant des problèmes ergonomiques se sont multipliées. « Les employés étaient obligés de travailler avec ce que proposaient les fabricants mais aucune concertation avec eux

n'avait eu lieu. » En élaborant un label pour les produits ergonomiques et économes sur le plan énergétique, TCO, l'organisation coupole de 16 syndicats suédois, s'est attaquée au problème. Ce label devait motiver les fabricants à élaborer de meilleurs équipements de bureau. Depuis, TCO Development est devenue une organisation autonome, responsable de la certification. Les produits sont testés par des laboratoires indépendants.

Le premier label TCO a été créé en 1992 pour les écrans. Depuis, il s'applique aussi aux notebooks, ordinateurs de bureau, projecteurs et casques. Ensuite, la liste de critères a été élargie pour inclure des aspects environnementaux ; en 2009, des normes sociales ont été pour la première fois intégrées au processus de certification. Depuis octobre 2009, il existe un nouveau label pour les produits innovants (« Certified Edge »). De tels produits doivent, en matière de convivialité ou d'environnement, avoir une longueur d'avance nette sur la concurrence en au moins un point. Le label TCO est entre-temps devenu une référence importante dans le processus d'élaboration de produits de nombreux fabricants de bureautique ; dans certains pays, il joue un rôle dans les marchés publics. « Demander le certificat lors de l'achat, c'est une façon aisée de devenir plus respectueux de l'environnement ».

Au-delà du label TCO, Pramborg a réclamé un élargissement de la définition des « TIC vertes ». Celles-ci devraient englober le cycle de vie complet des produits, depuis leur production jusqu'à leur élimination ou leur recyclage. Les services liés à un produit sont aussi à prendre en considération. Ne devraient être qualifiées de « vertes » que les offres du marché envisagées jusqu'ici qui ont été testées par des organismes indépendants. « Beaucoup de pro-

duits prétendent être verts mais on ne devrait croire que ceux qui ont résisté aux tests menés par des tiers. »

Interview de **Philip O'Rawe**, du syndicat britannique des communications Connect, sur le rôle de la durabilité dans la pratique des entreprises et des syndicats. Connect s'allie en 2010 avec le syndicat Prospect.

Les employeurs sont-ils souvent favorables aux concepts verts ?

Actuellement, pour une entreprise, la durabilité n'est le plus souvent intéressante que si elle peut être liée à une utilité à court terme. Nous menons certes un dialogue avec quelques employeurs sur les thèmes environnementaux mais ce dialogue n'a jusqu'ici guère débouché sur des décisions contraignantes. Pour beaucoup d'entreprises, les problèmes économiques sont les plus pressants actuellement.

Quelle importance la protection de l'environnement a-t-elle eue jusqu'ici chez Connect ?

Tous sont conscients de l'importance de ce thème. Mais nous en sommes encore aux premiers balbutiements. Dans quelques grandes entreprises, nous disposons d'un réseau informel de responsables syndicaux chargés de l'environnement mais il n'existe pas encore de conventions collectives formelles. Nous constatons actuellement que les gens sont soumis à d'énormes pressions sur leurs lieux de travail. Il y a eu beaucoup de licenciements et il est devenu difficile de venir à bout de toutes les tâches et d'atteindre les objectifs fixés. Nous essayons cependant de donner un élan au thème de la protection de l'environnement.

Par quelles activités ?

Nous voulons sensibiliser davantage aux problèmes environnementaux, notamment par le biais d'affiches sur les lieux de travail. Nous incitons nos membres à partager leurs expériences et tentons de trouver des personnes oc-

cupant des postes clés, notamment des directeurs de centres de calcul ou des spécialistes des achats, qui soient les mieux à même de nous donner de bons arguments et de nous fournir des solutions concrètes. En fin de compte, il s'agit souvent de questions techniques compliquées, pour lesquelles nous avons besoin des compétences de nos membres.

7. Employeur vert ? Stratégies des entreprises pour la durabilité

La durabilité est une tendance dans beaucoup d'entreprises. Souvent, elle sert en premier lieu à réduire les coûts et à améliorer l'image de la firme et ses RP. Il existe toutefois des exemples d'entreprises qui dépassent les considérations juridiques ou scientifiques pour accorder à la protection de l'environnement une valeur propre.

Luis Neves, jadis chez UNI Télécoms et aujourd'hui président de la Global eSustainability Initiative (GeSI), a expliqué **les approches suivies par le secteur des TIC en matière de protection de l'environnement**. Créée en 2001, la GeSI rassemble des entreprises des TIC de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. La liste de membres compte des fabricants mais aussi des opérateurs de télécommunications, dont AT&T et British Telecom, Cisco et Hewlett Packard, Microsoft, Nokia, Deutsche Telekom, Verizon et bien d'autres encore. Le credo de l'Initiative repose sur trois axes : la responsabilité sociale, la durabilité environnementale et le succès économique.

La GeSI s'engage actuellement, entre autres, sur les thèmes de l'effet de serre et des déchets électroniques, du recyclage et des normes d'efficacité énergétique. Elle travaille dans des consortiums de recherche à l'élaboration de réseaux énergétiques intelligents et de « villes intelligentes ». En outre, elle s'occupe de la responsabilité sociale tout au long de la chaîne d'approvisionnement et des conditions de travail dans l'extraction minière des métaux.

Le secteur des TIC est en mesure de contribuer à résoudre les problèmes environnementaux les plus urgents à un échelon transsectoriel. « Sans lui, nous n'atteindrons pas nos objectifs climatiques », dit

Neves, qui cite les résultats d'une étude actuelle de la GeSI : « Les TIC permettront une réduction des émissions mondiales allant jusqu'à 15% d'ici 2020, soit le quintuple de l'empreinte carbone du secteur lui-même. » Grâce à des produits et des services innovants, une croissance économique deviendrait possible sans conséquences négatives sur l'environnement : « Nous devons découpler la croissance économique de la consommation énergétique. »

La GeSI considère que des systèmes intelligents dans les bâtiments, la logistique, les réseaux électriques et les moteurs offrent des angles d'approche très efficaces. Il faudrait aussi activer la dématérialisation des biens et activités, c'est-à-dire privilégier les options électroniques par rapport aux options matérielles (par ex. les vidéoconférences, le commerce électronique). « La contribution des TIC à presque tous les autres secteurs est énorme », dit en conclusion Neves, qui perçoit dans les TIC vertes des perspectives d'activités économiques et de créations d'emplois importantes.

Le président de la GeSI s'est dit intéressé par un dialogue avec les syndicats sur le thème de la durabilité. Toutefois, répondant aux questions de délégués, Neves a déclaré qu'« il appartient aux entreprises représentées dans la GeSI de décider comment elles vont assumer concrètement leur responsabilité sociale ». Les délégués avaient fait remarquer que certains membres de la GeSI présentaient des conditions sociales problématiques et refusaient des conventions collectives.

Braquant les projecteurs sur un autre secteur, **Lineke Sneller** a montré comment, en intégrant des solutions des TIC, une en-

treprise peut **axer son système de gestion sur la durabilité**. Présidente de l'Association néerlandaise d'informatique (Ngi), Sneller a été directrice des TI et de la comptabilité chez le fabricant de tapis InterfaceFLOR. Là, elle a participé à la mise en place d'un concept de durabilité.

InterfaceFLOR comptait 5.000 collaborateurs dans le monde et était leader du marché pour les dalles de moquette. En 1994, la mission de l'entreprise a été totalement revue et la gestion durable est devenue partie intégrante de l'entreprise. Cette réorganisation reposait sur la « conviction qu'une entreprise ne peut exister à long terme que si elle se développe dans les trois dimensions suivantes : planète, personnes, profit ». Dans ce cadre, InterfaceFLOR est allée au-delà de vagues déclarations d'intentions. En instaurant le concept de « Mission Zéro », l'entreprise s'est fixé l'objectif mesurable d'éliminer tous les effets négatifs sur l'environnement d'ici 2020.

Il est impossible de réaliser de tels objectifs concrets de durabilité sans adopter des processus correspondants de mesure et de gestion. C'est ainsi que les objectifs à long terme de l'entreprise ont été intégrés annuellement dans les différentes unités et font partie de l'évaluation des performances. Les travailleurs peuvent gagner des « Points écologiques » pour des comportements respectueux de l'environnement ; beaucoup de primes sont liées à la réalisation des objectifs environnementaux respectifs. Les fournisseurs sont eux aussi intégrés à la stratégie de durabilité.

L'intention de réduire la consommation d'énergie du centre de calcul, par exemple, a permis de démontrer qu'il est possible de concrétiser des objectifs environnementaux ambitieux. La virtualisation du secteur a

permis, malgré une utilisation nettement plus intensive, de réaliser 15% d'économies d'énergie. « Consommer moins d'énergie et produire plus : c'est possible ». La part des matériaux bruts biologiques et recyclés a aussi considérablement augmenté.

Une dématérialisation accrue devrait aussi freiner l'impact négatif sur l'environnement. Ainsi, les voyages d'affaires ont été remplacés de plus en plus par des vidéoconférences. Pour choisir les motifs des tapis avec les clients, InterfaceFLOR a abandonné la production d'échantillons réels, qui se faisait jadis en Chine. Au lieu de tels échantillons, les clients peuvent voir, sur des simulations informatiques, comment les modifications d'échantillons ou de techniques de pose influencent l'effet final. « En quelques clics, nous économisons du temps et des transports : avant, les échantillons étaient envoyés et retournés plusieurs fois. » Sneller considère le fait qu'il ne faille plus déplacer que des données au lieu des biens physiques comme une des grandes contributions des TIC à des stratégies durables.

Le chiffre d'affaires de l'entreprise prouve que l'adoption d'un axe écologique ne réduit pas pour autant les bénéfices de l'entreprise. Plusieurs centaines de millions de dollars US ont pu être économisés à ce jour. En matière de rentabilité, InterfaceFLOR est à égalité avec la concurrence. La stratégie de durabilité a eu un effet indirect positif : le taux de rotation du personnel a nettement diminué : la stratégie verte inspire beaucoup de collaborateurs.

Le projet ENERGET-IT, présenté par **Clementina Marinoni et Eugenio Capra**, de la Fondazione Politecnico di Milano, s'attaque lui aussi à **la consommation d'énergie des centres de calcul**. Dans ce

projet, lancé en mars 2009, des scientifiques collaborent avec des entreprises pour renforcer l'efficacité énergétique des centres de traitement de données. Ces centres de traitement consacrent une grande partie de leur budget à l'énergie. « Ce projet entend permettre aux entreprises de travailler de façon plus durable et de réduire leurs coûts », dit Capra.

Ce projet perçoit un potentiel d'optimisation à tous les niveaux. Le premier niveau concerne l'agencement des locaux des centres de traitement de données. Il s'agit ici de considérations thermodynamiques, une grande partie de l'énergie étant consommée pour la ventilation et la climatisation. Outre les niveaux de l'architecture des systèmes et des processeurs, les « logiciels verts » jouent un rôle de plus en plus important. Pour réaliser des améliorations globales de l'efficacité, les acteurs de toutes les phases doivent être reliés entre eux et être dotés des compétences appropriées.

Le deuxième pilier du projet ENERGET-IT consiste dès lors à élaborer des profils de compétences et des programmes de formation. « Si nous voulons réduire la consommation d'énergie des centres de traitement de données, nous devons aussi prendre en considération les compétences tout au long de la chaîne », dit Marinoni. Sont concernés non seulement le personnel des centres de traitement de données mais aussi les fournisseurs et les utilisateurs. L'équipe du projet a établi une liste de compétences supplémentaires qui seraient nécessaires dans des centres de données verts. Cette liste porte, entre autres, sur les énergies renouvelables, la thermodynamique, les logiciels et matériels verts, la virtualisation et la gestion des déchets. « Il s'agit d'une vision globale des TI vertes ».

8. S'engager en terre inconnue : discussion et groupes de travail

Pour beaucoup de syndicats, le thème de la protection de l'environnement est une terre inconnue. Jusqu'à présent, il n'existait guère de structures syndicales pour le climat et la durabilité ; de plus, dans les relations sociales, les questions environnementales n'ont pas encore systématiquement leur place. Cependant, il existe des exemples encourageants pour des initiatives syndicales vertes.

Il s'est dégagé un consensus parmi les participants au Forum des TIC pour dire qu'en matière de protection du climat, les syndicats avaient une responsabilité : « Nous devons commencer à nous intéresser à ce thème si nous voulons continuer à jouer un rôle important dans la société moderne », a dit un délégué suisse. L'action à mener par les syndicats dans ce domaine a été examinée sous plusieurs angles.

TIC vertes : sauveur du climat sans effets collatéraux ?

Les délégués présents au Forum des TIC se sont déclarés convaincus que les TIC vertes peuvent contribuer à la fois à la durabilité écologique et à la croissance économique. Les investissements dans la protection du climat n'apparaissent donc pas uniquement comme un impératif éthique mais aussi, de l'avis des membres, comme un acte rationnel : les TIC vertes sont perçues comme la machine à création d'emplois de l'avenir, même s'il faut s'attendre à des problèmes de transition.

Toutefois, pour réussir à élaborer des plans d'action réellement solides, il faut d'abord approfondir la connaissance des potentialités et des conséquences des TIC vertes.

« Nous en sommes à un stade précoce », a dit un participant d'Angleterre. On ne sait, par exemple, rien sur certains effets concrets à long terme des technologies vertes. Un optimisme à court terme concernant ces technologies pourrait, comme le montre le concept d'emballage des émissions de carbone, nous lancer sur la mauvaise voie et induire une aggravation de la pollution de l'environnement, notamment si les gains d'efficacité contribuent à renforcer la consommation et les émissions. Il est dès lors indispensable de disposer d'analyses solides des effets systémiques des différentes technologies. Il ne faut à cet égard pas perdre de vue les risques sociaux, tels que la marginalisation de certains groupes de la population ou des problèmes de protection des données.

Négociations collectives et dialogue social : un nouveau terrain d'action

Le thème de la protection du climat n'a quasi jamais été évoqué dans les négociations collectives. Il est donc extrêmement rare que **des accords concernant l'environnement** soient signés avec des employeurs. Pour intégrer les questions de durabilité dans le dialogue avec les employeurs, il faudra s'efforcer de convaincre. « Nous devons établir un lien entre les TIC vertes et le profit », a dit un délégué suédois. Pour ce faire, les syndicats ont besoin de nouvelles compétences quant au fond. À cet égard, UNI europa peut apporter une contribution importante, notamment en fournissant des aides à l'argumentation ou des accords cadres. Ceux-ci devraient couvrir les aspects suivants : la fixation d'objectifs contraignants de protection du climat entre employeurs et syndicats, le choix de responsables syndicaux bénéficiant de crédits d'heures pour se

consacrer à l'environnement, avec des droits convenus à l'information et à la consultation, une prime liée à la protection de l'environnement, le trafic de et vers le travail et les voyages d'affaires, le télétravail et le perfectionnement.

En s'engageant dans de nouveaux domaines d'action, les syndicats ne devraient pas perdre de vue leur clientèle de longue date et leurs domaines d'action classiques, tels que **les conditions de travail et la formation**. Les délégués ont débattu de l'adaptation des compétences des travailleurs, thème considéré comme très important. Une telle adaptation exigera de définir de façon anticipative de nouveaux profils de compétences et d'emplois. Toutefois, il faudra éviter de laisser les plus faibles sur le carreau : « Nous devons veiller à ce que les changements ne se fassent pas au détriment de ceux qui en souffriront le plus », a fait remarquer un délégué suisse. Parmi ces groupes plus vulnérables figurent notamment les travailleurs âgés.

Alors que **le télétravail** apparaît comme une piste importante pour réduire le trafic de et vers le travail et les émissions, il a soulevé quelques controverses parmi les délégués. Certains craignent, par exemple, que le recours croissant au télétravail n'isole de plus en plus de nombreux travailleurs et que le lien social créé par l'entreprise ne s'effiloche, avec les conséquences inévitables sur la défense des intérêts des travailleurs. Il est dès lors crucial que le télétravail reste un choix libre et qu'il soit conçu de façon souple. La décision ne peut être dictée par les seuls impératifs des intérêts de l'entreprise. Bien conçu, le télétravail pourrait accroître la gamme des options des travailleurs, dans la mesure où il permet de nouvelles combinaisons de temps de présence et de travail à domicile.

Au programme figure aussi l'élaboration d'un **dialogue social au niveau européen**. « Dans l'UE, la politique s'élabore tout compte fait pour 27 États membres et nous devons participer à ce processus », a dit un délégué britannique. Si, avec la fédération patronale ETNO, UNI europa dispose au niveau européen d'un homologue pour mener le dialogue social dans le secteur des télécommunications, il n'existe pas encore d'association patronale similaire dans le secteur des TI. Le thème de la durabilité pourrait se prêter à nouer un dialogue avec le patronat. La Global eSustainability Initiative (GeSI) constitue un partenaire potentiel de dialogue. Toutefois, le dialogue pourrait, dans un premier temps, rester limité aux thèmes écologiques.

Compétences vertes : « connaissances de base pour tous »

Les TIC vertes exigent de nouvelles compétences, notamment des méthodes de mesure et de calcul des effets sur l'environnement mais aussi des capacités de communication car pour faire accepter les idées concernant la durabilité, il faut souvent mener un travail de persuasion. Une approche pour répandre les compétences vertes consiste à former des membres des syndicats, qui transmettent ensuite leur savoir dans les entreprises. Pour ancrer la durabilité dans le monde du travail, il faudrait que tous les employés – et pas seulement la direction ou les experts en TI – disposent de connaissances de base en matière de protection de l'environnement. Le groupe de travail qui s'est penché sur le thème des « compétences vertes » au Forum des TIC est allé encore un pas plus loin : il faudrait déjà aborder le thème de la protection du climat avec les enfants.

Des pratiques écologiquement responsables des entreprises devraient mener à la création de nouvelles fonctions, par exemple un « directeur de projets écologiques ». En général, le groupe de travail a appelé à renforcer une vision globale de l'entreprise. Dans ce cadre, tant de simples collaborateurs qu'un directeur pourraient assumer à tour de rôle la responsabilité de l'environnement au sein de l'entreprise ou celle-ci pourrait créer des « équipes d'efficacité écologique » ayant une vision à 360°.

À long terme, pense le groupe de travail, une formation de bachelier en TIC vertes devrait être créée. En outre, ce groupe de travail réclame, pour les spécialistes des TI, des offres sérieuses de qualifications axées sur les thèmes de la durabilité.

Labels écologiques : pas sans normes sociales

Les labels, classements ou distinctions écologiques peuvent motiver les entreprises à agir de façon plus responsable et favoriser des décisions d'achat durables. Toutefois, les syndicats estiment que les labels écologiques doivent dépasser les aspects techniques. Aucune entreprise ne devrait pouvoir se décorer de certificats verts si, dans le même temps, elle fait preuve de mauvaises conditions sociales. « Il ne peut devenir tendance de porter un label écologique et, dans le même temps, d'enfreindre les normes sociales », dit un délégué suisse. L'aspect de la responsabilité sociale doit dès lors – comme c'est depuis peu le cas du label TCO – devenir un critère incontournable des labels écologiques.

Les labels devraient toujours tenir compte de l'ensemble du processus de genèse des produits et services et, donc, prendre en

considération également les fournisseurs tout au long de la chaîne (souvent trans-sectorielle) d'approvisionnement. Les syndicats souhaitent prendre davantage part à l'attribution des labels. « Nous devrions siéger dans les jurys », a déclaré à ce propos un participant belge.

Simplicité dans l'efficacité : encourager les mesures à faible technicité

Les TIC vertes sont en grande partie liées à des solutions informatiques sophistiquées. Or, la protection de l'environnement a aussi un côté tout simple : à savoir la modification des modèles habituels de comportement. En menant un travail d'explication et des campagnes, les syndicats peuvent largement contribuer à y sensibiliser les travailleurs.

Il est ainsi possible de réaliser d'énormes économies d'énergie en éteignant les ordinateurs, les imprimantes ou l'éclairage dans les immeubles de bureaux. De même, l'abandon d'un recours excessif à l'impression ou à du matériel à jeter peut améliorer le bilan écologique. Toutefois, les modifications de comportement les plus simples sont souvent aussi les plus difficiles à faire accepter car elles exigent un changement d'habitudes. Le concept de déplacements mis en place au BT Adastral Park montre que de bonnes solutions ne sont pas nécessairement onéreuses mais peuvent être de faible technicité tout en contribuant à améliorer la qualité de vie. Ainsi, se rendre au travail à pied ou à vélo permet aussi de se détendre.

Balayer devant sa propre porte : les syndicats se mettent au vert

Faisant preuve d'esprit critique, des délégués ont fait remarquer qu'en matière de protection de l'environnement, beaucoup de syndicats étaient à la traîne des entreprises actives et avancées sur ce plan. « Nous devons mettre en pratique ce que nous prêchons, dit un participant, sinon comment pourrions-nous négocier sur la protection du climat et motiver nos membres à adopter des comportements durables? »

Un « syndicat vert » respecte essentiellement les mêmes principes de base qu'un employeur écologiquement responsable. Le syndicat britannique des services, PCS, livre à ce propos un exemple positif : il s'est doté d'une politique de l'environnement, qui couvre notamment un renforcement du recyclage, des économies d'énergie et une politique d'achats durables. PCS rend des comptes dans un rapport annuel sur l'environnement.

Pour encourager les produits verts, les syndicats devraient utiliser davantage leur pouvoir d'achat : « Nous sommes des acheteurs importants ». Un autre angle d'approche – en particulier chez UNI global union – consiste à réduire les voyages d'affaires. Des billets d'avion s'entassent sur beaucoup de bureaux. Mais il n'est pas encore sûr que le prochain Forum des TIC aura lieu de façon virtuelle. Rien que l'interprétation simultanée est à peine pensable dans ce genre de réunion à distance.

UNI europa a été invitée à élaborer des orientations sur la façon dont les syndicats pourraient réduire durablement leur empreinte carbone, en particulier dans les structures internationales.

9. Un New Deal vert : mesures à prendre

Résolution et plan d'action

Les 91 délégués du Forum des TIC ont adopté à l'unanimité le projet de résolution « TIC vertes pour l'emploi ». Ce projet indique qu'il est souhaitable de lancer un « New Deal vert » qui encourage la création de nouveaux emplois de haute technologie, respectueux du climat, et contribue, ce faisant, à surmonter la crise économique.

Les délégués ont recommandé aussi bien au Comité de direction d'UNI europa qu'aux différents syndicats affiliés d'exploiter le potentiel offert par les TIC vertes pour ancrer les thèmes environnementaux dans leur propre organisation et développer le dialogue avec les employeurs.

Ils ont en outre appelé le sommet de Copenhague sur le climat à fixer des objectifs climatiques contraignants et ambitieux et à utiliser à cette fin le potentiel offert par les TIC vertes. Dans le même temps, les acteurs politiques ont été invités à poursuivre des objectifs durables dans le cadre du dialogue social et à y inclure aussi des questions relatives aux politiques d'emploi.

Conclusion : « Un premier pas »

Le changement climatique n'est pas un scénario lointain agité par des esprits anxieux ; il est déjà là. Gouvernements et entreprises, syndicats et individus ne peuvent échapper à leur responsabilité. « Nous devons agir maintenant. Nombre des efforts que nous consentons aujourd'hui ne produiront leurs effets que dans de nombreuses années », a dit Peter Skyte, de Unite, dans son allocution de clôture de la conférence.

Le secteur de l'information et de la com-

munication est à l'origine d'émissions de gaz à effet de serre mais il peut aussi faire œuvre de pionnier pour renforcer la protection du climat et ainsi devenir partie intégrante de la solution. Pour concrétiser ce potentiel et, dans le même temps, améliorer la vie des gens, il faut mobiliser les connaissances solides, les idées novatrices et le potentiel de créativité des syndicats.

Le Forum 2009 des TIC a été un premier pas pour traiter à sa juste valeur le thème de la protection du climat. Maintenant, les actes doivent suivre : « En tant que délégués, vous représentez des milliers d'autres personnes. C'est donc à vous qu'il incombe de transmettre ce que nous avons appris ici et, à partir de là, d'élaborer des plans d'action concrets ». En effet, « Cette planète est la seule que nous avons – nous ne pouvons pas nous permettre de nous complaire dans la suffisance. »

« Ce Forum a ouvert les yeux à beaucoup d'entre nous. Tous les syndicats parlent de ce thème mais nous voyons que nous devons faire beaucoup plus. »

Peter Hellberg, Unionen (Suède)